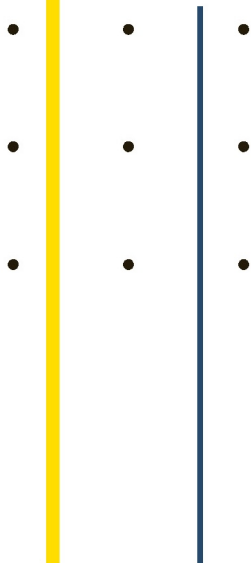


**LE DROIT
SOCIAL
INTERNATIONAL
ET EUROPÉEN**



***EN CARTES
MENTALES***

Alexandre Charbonneau
Konstantina Chatzilaou
Valérie Lacoste-Mary



Table des matières

Liste des abréviations	3
Introduction générale.....	5
Partie 1. Le droit international du travail et les normes sociales du Conseil de l'Europe	7
Titre 1. L'Organisation internationale du travail	9
Chapitre 1. Mandat et fonctionnement de l'OIT.....	11
Section 1. L'évolution du mandat de l'OIT	11
§1. Des objectifs à réaliser : concurrence internationale, paix universelle et justice sociale	12
§2. Des défis à surmonter	13
§3. Les compromis actuels	14
Section 2. Le fonctionnement et les activités de l'OIT	15
§1. Les organes de l'OIT	15
§2. Les activités de l'OIT.....	17
Chapitre 2. Les normes internationales du travail.....	21
Section 1. Selon leur caractère obligatoire ou non	21
Section 2. Selon leur caractère fondamental ou non.....	22
Section 3. Selon leur sujet et l'identification de générations de normes.....	24
Section 4. Selon qu'elles sont à jour ou dépassées.....	25
Section 5. Selon les catégories de travailleurs et les secteurs concernés	26
Chapitre 3. L'effectivité des normes internationales	29
Section 1. Le système de contrôle de l'OIT.....	29
§1. La procédure de contrôle régulier	30
§2. Les procédures spéciales.....	37
§3. Les interventions d'urgence	40
Section 2. Le rôle du juge national.....	41
§1. Les raisons de l'intervention du juge national	41
§2. L'invocabilité directe des conventions internationales du travail	42
§3. Le contrôle de conventionnalité	44
§4. Le risque des conflits de droits sur le plan international.....	45

Titre 2. Le Conseil de l'Europe	47
Chapitre 1. Le mandat et le fonctionnement du Conseil de l'Europe	49
Chapitre 2. Les normes du Conseil de l'Europe	51
Section 1. La Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales	52
§1. L'interdiction de l'esclavage et du travail forcé (article 4).....	52
§2. La liberté syndicale (article 11).....	54
§3. Le droit à un procès équitable (article 6, paragraphe 1)	55
§4. Le droit au respect de la vie privée et familiale (article 8).....	57
Section 2. La Charte sociale européenne	59
Section 3. Le Code européen de la Sécurité sociale	61
§1. Une dynamique de coordination	61
§2. Promouvoir le développement d'un haut de niveau de Sécurité sociale	62
Chapitre 3. L'effectivité des normes sociales du Conseil de l'Europe	65
Section 1. L'effectivité de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales	65
Section 2. L'effectivité de la Charte sociale européenne	68
Section 3. L'effectivité du Code européen de Sécurité sociale	72
Partie 2. Le droit social de l'Union européenne	73
Titre 1. Le cadre institutionnel	75
Chapitre 1. Les composantes du droit social de l'UE	77
Section 1. L'harmonisation des législations sociales nationales	77
Section 2. La consécration des droits sociaux fondamentaux	80
Section 3. La création d'une politique commune en matière d'emploi.....	82
Chapitre 2. L'élaboration du droit social de l'UE	85
Section 1. Les compétences et les normes	85
Section 2. Le rôle des institutions européennes.....	86
§1. Identification des principales institutions de l'UE	86
§2. Les procédures législatives	87
§3. Le pilotage des politiques économiques et sociales nationales.....	88
Section 3. La participation des partenaires sociaux	89
Chapitre 3. Les rapports entre le droit social de l'UE et le droit national	93
Section 1. Les effets des normes sociales de l'UE dans le droit interne	93
Section 2. Le rôle du juge national.....	95
Section 3. Le rôle de la Cour de justice	98

Titre 2. La politique sociale de l'Union européenne	101
Chapitre 1. Les conditions de travail.....	103
Section 1. Santé et sécurité au travail.....	103
§1. Le cadre général de protection : la directive 89/391/CEE	104
§2. Les directives instaurant des protections spécifiques	106
Section 2. Temps de travail	109
§1. La distinction entre temps de travail et temps de repos	109
§2. Les durées maximales de travail et les durées minimales de repos ...	110
§3. Les dérogations possibles.....	112
Section 3. Conditions de travail transparentes et prévisibles.....	114
§1. Le champ d'application de la directive (UE) 2019/1152.....	114
§2. Le contenu de l'obligation d'information	115
§3. Des droits substantiels reconnus aux travailleurs.....	117
Section 4. Salaire minimum adéquat	119
§1. L'amélioration des systèmes de détermination du salaire minimum par voie légale	119
§2. Le renforcement de la négociation collective sur les salaires	121
Section 5. Conditions de travail des travailleurs des plateformes	122
§1. La présomption légale de relation de travail.....	122
§2. La réglementation de la gestion algorithmique du travail de plateforme.....	123
Chapitre 2. La lutte contre les discriminations	125
Section 1. L'interdiction des discriminations fondées sur le sexe	126
§1. En matière de rémunération.....	126
§2. En matière de conditions de travail et d'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles.....	129
Section 2. L'interdiction des discriminations fondées sur d'autres motifs.....	132
§1. Le cadre général de l'interdiction des discriminations	133
§2. Les motifs de discrimination prohibés	134
Section 3. La protection des victimes des discriminations.....	140
Chapitre 3. Les formes de travail atypiques.....	143
Section 1. Le travail à temps partiel.....	143
§1. L'égalité de traitement entre travailleurs à temps partiel et travailleurs à temps plein	144
§2. L'encouragement du travail à temps partiel.....	145
Section 2. Le travail à durée déterminée	146
§1. L'égalité de traitement entre travailleurs en CDD et travailleurs en CDI	146
§2. La prévention des abus en matière de travail à durée déterminée ...	148
Section 3. Le travail intérimaire	151

Chapitre 4. La protection des travailleurs face aux restructurations...	155
Section 1. Les licenciements collectifs	155
§1. La notion de licenciement collectif.....	156
§2. Information et consultation des représentants des travailleurs.....	157
§3. Notification à l'autorité administrative compétente.....	159
Section 2. Le transfert d'entreprise	160
§1. La notion de transfert d'entreprise	160
§2. Les conséquences du transfert sur les relations individuelles de travail.....	164
§3. Les conséquences du transfert sur les relations collectives de travail.....	166
Section 3. L'insolvabilité de l'employeur	169
Chapitre 5. La représentation collective des travailleurs	173
Section 1. L'information et la consultation des travailleurs dans les entreprises de dimension nationale	173
Section 2. Les comités d'entreprise européens	175
§1. Le champ d'application de la directive 2009/38/CE	176
§2. L'institution du CEE par voie négociée	177
§3. Les dispositions subsidiaires.....	179

Partie 3. Le statut international et européen du travailleur mobile 183

Titre 1. Le droit applicable au contrat de travail international 185

Chapitre 1. Les règles du contentieux du travail 187

Section 1. L'immunité de juridiction..... 190

 §1. L'immunité de juridiction des États 190

 §2. L'immunité de juridiction des organisations internationales 190

Section 2. La refonte de Bruxelles I bis..... 191

 §1. Les règles de désignation du tribunal compétent
 dans le règlement Bruxelles I bis 191

 §2. Les règles internes de compétence internationale 201

 §3. Les solutions relatives aux clauses attributives de compétence 204

 §4. Les règles de conflit de juridictions dans le cadre
 d'un détachement au sein de l'Union européenne 205

Chapitre 2. La loi applicable au contrat de travail international..... 207

Section 1. La désignation de la *lex contractus* 208

 §1. Le choix de la loi applicable au contrat de travail international 208

 §2. Les limites de la *lex contractus* 218

Section 2. Les règles relatives au détachement intra-européen 221

 §1. Le compromis initial: la directive 96/71/CE..... 221

 §2. Les évolutions ultérieures..... 226

Titre 2. La Sécurité sociale du travailleur mobile.....	231
Chapitre 1. La Sécurité sociale et la mobilité internationale	233
Section 1. Les conventions bilatérales.....	233
§1. Les objectifs des accords de Sécurité sociale	233
§2. Le contenu des accords bilatéraux	234
Section 2. Les règles issues du Code de la Sécurité sociale.....	235
§1. Le détachement	236
§2. L'expatriation	236
Chapitre 2. Le droit de l'Union européenne	
en matière de Sécurité sociale	239
Section 1. La mise en place du système de coordination des systèmes	
de Sécurité sociale.....	239
§1. Les principes gouvernant la coordination.....	240
§2. L'application de la <i>lex loci laboris</i>	241
Section 2. Le champ d'application du règlement 883/2004/CE.....	242
§1. Le champ personnel.....	242
§2. Le champ matériel.....	243
§3. Les règles spéciales concernant le détachement.....	244
Bibliographie.....	247
Table des cartes mentales.....	251